L'entretien professionnel n'est pas une formalité : il impacte directement votre carrière, vos formations et vos primes.

Vous avez des droits, et la collectivité a des obligations.

1. Le cadre légal

- Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 (art. 76)
- Décret n°2014-1526 du 16 décembre 2014
- Circulaire du 6 août 2015

Ces textes garantissent un entretien équitable, contradictoire et préparé.

2. Qui conduit l'entretien?

Seul votre **supérieur hiérarchique direct (N+1)** peut le mener - jamais deux personnes, jamais un élu.

Article 4 du décret du 16 décembre 2014 :

« L'entretien professionnel est conduit par le supérieur hiérarchique direct de l'agent. »

CAA Versailles, 18 mars 2021 (n°19VE03663) : Un entretien mené par quelqu'un d'autre est irrégulier.

3. Les documents obligatoires avant l'entretien

Avant l'entretien, la collectivité doit vous transmettre :

- votre fiche de poste,
- le compte rendu de l'entretien précédent,
- le bilan des formations suivies,
- votre état de droits au CPF.
- les informations sur vos possibilités d'avancement.

Sans ces documents, **l'entretien est irrégulier** : vous ne pouvez pas vous préparer correctement.



Campagne d'entretiens 2025 - Fonction publique territoriale



4. Déroulement de l'entretien

O1 II doit aborder :

- vos résultats et objectifs,
- vos compétences et besoins de formation,
- vos perspectives de carrière,
- votre manière de servir.



Prenez des notes, demandez que les faits soient CGT SECTION ICTAM précisés, et faites inscrire vos désaccords.



5. Signature et observations

Ne signez jamais dans la précipitation.

Vous avez 15 jours pour faire vos observations.

La signature signifie prise de connaissance, pas accord.

En cas de désaccord, mentionnez-le : "désaccord sur le contenu" ou "refus de signature".

Gardez toujours une copie signée.

Un compte rendu au crayon ou modifié après coup n'a aucune valeur.

6. Agents absents, non convoqués ou en arrêt

Aucun entretien ne peut se tenir sans votre présence.

Le supérieur ne peut pas rédiger seul un compte rendu : ce serait illégal.

(CE, 25 octobre 2006, n°276228 – CAA Marseille, 3 mars 2020, n°18MA02852).

Agents en arrêt maladie, CITIS, congé maternité :

→ L'entretien est reporté à votre retour.

Agents en congé long :

→ Droit à un entretien sur la période travaillée seulement.

7. En cas de désaccord

Vous pouvez contester:

- 1. Recours hiérarchique dans les 15 jours auprès du maire ou président.
- 2. Saisine de la CAP dans les 15 jours suivant la réponse (ou le silence).

En résumé

- Une évaluation n'a de valeur que si deux personnes échangent : vous et votre N+1.
- Un compte rendu rédigé seul n'a aucune légitimité.
- Préparez-vous, exigez vos documents, et ne laissez rien passer.

La CGT, on peut ne pas l'aimer...

...mais elle reste à vos côtés pour défendre vos droits et garantir que l'entretien professionnel serve votre avenir, pas l'arbitraire.



CGT des territoriaux de Fleury-Mérogis - 61, rge de l'écoute s'il pleut